

NUMAD

LYCÉE FRANÇAIS DE MADRID - 8 MARS 2014



Toutes les participantes du NUMAD 2014

VIVE LA FEMME !

Le 8 Mars 1921, Lénine décide d'instituer une Journée internationale des femmes, en souvenir des ouvrières de Saint-Petersbourg, qui eurent pour la première fois le courage de manifester, le 8 mars 1917 à Pétrograd, lors du déclenchement de la révolution russe.

Extrait du discours de Lénine :
(Résolution du Parti communiste bolchevique prise à l'ouverture de son 10e Congrès puis publiée dans la Pravda)

“Pour entraîner les masses dans la politique, il faut y entraîner les femmes. Car, sous le régime capitaliste, la moitié du genre humain est doublement opprimée. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital ; en outre, même dans les plus démocratiques des républiques bourgeoises, elles restent devant la loi des êtres inférieurs à l'homme ; elles sont de véritables « esclaves domestiques », car c'est à elles qu'incombe le travail mesquin, ingrat, dur, abrutissant de la cuisine et du ménage.

La révolution bolchévique a coupé les racines de l'oppression et de l'inégalité de la femme, ce que n'avait encore osé

faire aucun parti, aucune révolution. De l'inégalité de la femme devant la loi, il ne reste pas trace chez nous. L'inégalité odieuse dans le mariage, le droit familial, la question des enfants a été totalement abolie par le pouvoir de Soviëts.

Ce n'est là qu'un premier pas vers l'émancipation de la femme. Mais pas une seule République bourgeoise, même parmi les plus démocratiques, n'a osé le faire, et cela de crainte d'attenter au principe sacro-saint de la propriété individuelle.”

Le 8 mars, rappelons haut et fort le principe d'égalité entre les hommes et les femmes ! Instaurée officiellement par les Nations Unies en 1977, la Journée internationale de la Femme se fonde sur les avancées législatives qui, au cours du XXème siècle, ont fait progresser les droits de la femme dans de nombreux pays, même s'il reste encore du chemin à parcourir...

Sources : [LeMagFemme - France](#)
[Inter - Wikipedia](#)

Paula Rodelgo

Voici quelques dates importantes dans l'histoire des droits de la Femme en France :

- * En 1907, la loi autorise les femmes mariées à disposer de leur salaire.
- * En 1919, l'instauration d'un baccalauréat féminin permet aux femmes d'accéder aux études supérieures et de prétendre occuper les mêmes emplois que les hommes.
- * En 1938, le code civil est modifié et reconnaît désormais la capacité juridique aux femmes mariées. Auparavant, ces dernières dépendaient de leur époux pour prendre les grandes décisions les concernant.
- * En 1944, le droit de vote est accordé aux femmes françaises.
- * En 1970, la loi instaure l'autorité parentale conjointe. Auparavant seul le père exerçait l'autorité parentale sur les enfants.
- * En 1980, la loi considère désormais le viol comme un crime.
- * En 1983, la loi établit l'égalité professionnelle des hommes et des femmes.
- * Le 28 janvier 2014, le projet de loi sur l'égalité femmes-hommes est adopté par l'Assemblée nationale

"L'HOMOSEXUALITÉ EST UNE LIBERTÉ INDIVIDUELLE"

Par cette phrase, la déléguée de l'Argentine à la commission des Droits de l'Homme a clairement énoncé la position de son pays quant au sujet traité lors des débats : les droits des personnes LGBTI (Lesbiennes, Gays, Bisexuelles, Transexuelles, et Intersexuelles) dans le monde. 23 pays de l'ONU ont ainsi débattu pendant près de six heures sur ce sujet, essayant de trouver plusieurs compromis par l'adoption ou le rejet de nombreuses résolutions proposées par certaines de ces nations.

Le délégué de l'Iran a ouvert le débat en proposant une résolution visant à la création d'un territoire conçu spécialement pour les homosexuels, ainsi que la possession de documents d'identité spécifiques par ceux-ci, indiquant noir sur blanc leur orientation sexuelle. Il a justifié son point de vue par le poids de la religion et d'une tradition conservatrice dans son pays, et a continué à manifester son mépris à l'égard de l'homosexualité, qu'il qualifie de "fléau à éradiquer". Les délégués du Pakistan, de la Somalie, de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite ont été ses principaux soutiens pour l'adoption du texte, qui a néanmoins suscité un sentiment de révolte chez d'autres délégués, notamment ceux du Royaume-Uni, de la Norvège et du Luxembourg. Après un débat agité de plus d'un quart d'heure, le texte a finalement été adopté à 12 voix contre 10, détruisant ainsi tout espoir de voir la condition des personnes LGBTI de s'améliorer dans les pays plus "traditionnels".

Cependant, l'Argentine et le Luxembourg ont riposté en proposant chacun une résolution assez semblable ayant pour but d'éliminer l'homophobie. La déléguée

argentine a également proposé la mise en place de programmes d'éducation pour enseigner aux plus jeunes la tolérance envers les personnes "différentes". Le vote s'est montré très serré puisque la première résolution a été rejetée à 12 voix contre 11, de même que la résolution luxembourgeoise à 13 voix contre 11.



Les débats se sont poursuivis lors de la session suivante, le lendemain, avec une proposition de résolution rédigée par le Royaume-Uni, montrant sa volonté d'abolir la peine de mort dans tous les pays l'appliquant à l'encontre des homosexuels. Les discussions ont eu pour conséquence une modification : les pays ne tolérant pas l'homosexualité demanderont aux personnes LGBTI de quitter le territoire, sous peine, en cas de refus, de devoir se soumettre aux lois en vigueur. Mais certains pays sont restés sceptiques quant à l'effet qu'une telle mesure aurait sur l'émigration. La résolution a finalement été adoptée à 14 voix contre 6 avec 6 abstentions, indiquant peut-être une amélioration dans le domaine des droits des personnes LGBTI.

L'Arabie saoudite a alors proposé à son tour un texte défendant la famille traditionnelle et dénonçant donc les adoptions par des couples homosexuels; même si la proposition

ne défend pas particulièrement les personnes concernées, elle est bien vue par les autres pays qui considèrent que c'est une marque de modération pour un pays assez radical sur le sujet. L'Italie a d'ailleurs tenu à montrer son approbation, renforcée par la forte tradition catholique et familiale du pays. La résolution a donc été accueillie avec enthousiasme et adoptée à 16 voix contre 6, avec une seule abstention. En débattant la résolution norvégienne suivante qui prônait la protection des personnes LGBTI par la création de centres d'accueil, un communiqué officiel a obligé l'annulation de l'ordre du jour pour trouver une solution à la situation de crise qui a soudainement éclaté, concernant l'assassinat de la présidente de la République centrafricaine et de l'ambassadeur tchadien.

On ne peut tirer qu'une seule conclusion de ces débats : la situation des homosexuels dans le monde aujourd'hui est très inégalitaire et contrastée. Les progrès réalisés dans plusieurs pays occidentaux à ce sujet essaient en vain d'être transmis au reste des nations, qui refusent un compromis permettant à la fois l'exercice d'une religion qui condamne l'homosexualité et la liberté d'action des personnes LGBTI, encore discriminées et condamnables dans près de 40% des états membres de l'ONU.

Gaspard Rames



SITUATION DE CRISE EN CRIMÉE

Une explosion par armes non conventionnelles en Crimée, organisée par la Russie, provoquant une marée noire de pétrole, a déclenché un important thème de débat dans la commission Développement Durable. 15 pays se sont vus confrontés à cette situation de crise; rapidement une décision a dû être prise. L'Ukraine, appuyée jusqu'ici par la Russie, a dû affronter un problème de ressources, n'ayant plus accès au gaz qui était sa source d'énergie principale.

La résolution retenue a été proposée par la Norvège :

"La commission de développement durable, • **Consciente** de l'urgence de la situation, • **Exige** la fermeture immédiate de l'oléoduc,

• **Demande** l'envoi de bateaux avec des filets spéciaux pour retenir le pétrole qui se déverse
• **Appelle** les pays possédant du pétrole à apporter une aide énergétique à l'Ukraine,
• **Ordonne** la création d'un fond de soutien à l'Ukraine pour lui permettre de développer les énergies renouvelables et son indépendance vis-à-vis de la Russie."

L'Ukraine traversant une période d'instabilité, a besoin de l'appui de tous les pays. Possédant suffisamment de ressources, la Norvège a donc décidé de financer ce projet et a proposé de vendre son énergie à l'Ukraine au même prix que celui que lui appliquait la Russie, afin d'éviter un choc économique. Les États-Unis, le Japon et l'Inde ont été co-signataires de cette résolution.

La Grèce a affirmé la nécessité urgente de mettre en place des barrages au niveau du détroit pour empêcher le pétrole d'atteindre son littoral, et éviter une crise pour les entreprises situées sur les côtes grecques. Ainsi, les États-Unis ont proposé leur aide financière pour construire ces barrages et éviter les difficultés invoquées par les Grecs.

Le Japon a aussi confirmé son souhait d'apporter une aide énergétique à l'Ukraine.

Finalement, l'amendement suivant a été voté par tous les pays : "**Appelle** les pays développés possédant du pétrole à apporter une aide énergétique à l'Ukraine, et invite les pays en voie de développement à l'aider s'ils le souhaitent."

Chloé Daries

SÉCURITÉ FRAGILISÉE EN CRIMÉE

Le Conseil d'État, en plein milieu du vote de la résolution proposée par le Royaume-Uni concernant l'intégration de pays émergents dans l'ONU, s'est vu frappé par une situation de crise concernant la Crimée. En effet, un attentat revendiqué par le Groupe Ukrainien de Souveraineté Nationale de la Crimée s'est produit sur l'oléoduc Southstream, ce qui a entraîné de façon immédiate la hausse des prix du pétrole, une marée noire entre la mer Noire et la mer d'Azov, et une mobilisation générale des forces russes. Les délégués des différentes nations, après quelques instants de réflexion pour établir leur stratégie suite à cette nouvelle, se sont réunis en groupes afin de chercher de possibles solutions. Au bout de vingt minutes, de nouvelles alliances se sont créées, et des clauses parrainées par différentes nations ont été présentées aux présidents. Le Chili en a proposé cinq, parmi lesquelles figuraient la proposition d'un embargo contre la Russie, ayant pour but de l'obliger à retirer ses troupes de Crimée, ainsi que le souhait de bannir le pays du Conseil de Sécurité jusqu'à la

stabilisation de la situation politique en Ukraine. La Russie et la Chine ont exercé leur droit de veto sur deux de ces cinq clauses, ce qui a entraîné l'attaque des représentants du Chili, qui les a accusés de ne pas respecter la liberté d'expression des nations. Les clauses restantes ont été approuvées par la majorité des pays membres. La Russie a condamné la clause de la Corée du Sud, qui avait pour but d'empêcher les troupes russes d'intervenir en Crimée et éviter ainsi un conflit qui impliquerait une intervention armée des Nations Unies. Finalement la Russie a présenté sa clause, secondée par la Chine et par la Lituanie, qui demandaient, entre autres, la création d'un fond monétaire destiné à la reconstruction de l'oléoduc afin d'arrêter la hausse du prix des barils de pétrole ayant déjà atteint le niveau de pays comme l'Angleterre. Cette clause a été acceptée, ce qui a mis fin à la situation de crise en Crimée.

Paloma Rebuelta

Interview de l'ambassadeur du Mexique



QUE PENSES-TU DE TA PARTICIPATION AU NUMAD ?

C'est toujours intéressant de participer à une simulation de la vie politique internationale pour mieux comprendre l'actualité du monde. Grâce à cette modélisation, j'ai acquis des connaissances plus précises sur le gaz de schiste, un thème très controversé actuellement, que je connaissais très peu.

COMMENT AS-TU GÉRÉ LA REPRÉSENTATION DE TON PAYS ? PARTAGES-TU SA POSITION DANS LES DIFFÉRENTES COMMISSIONS ?

En tenant compte de la situation actuelle du Canada, notre délégation a pris la décision de défendre toutes les résolutions qui lui permettraient une forte croissance économique. Par exemple, dans le cas du gaz de schiste, nous voulons continuer à l'exploiter et à l'exporter pour nous

enrichir et pour compenser la diminution de nos exportations de pétrole. Pour répondre à la deuxième question, je dirai que je partage la position de ma délégation et que dans la vie réelle, je prendrais les mêmes décisions.

COMMENT SE SONT PASSÉS LES DÉBATS DANS TA COMMISSION ?

La commission Environnement à laquelle je participe est bien animée et organisée par les présidentes. En revanche, je trouve que l'on devrait plus souvent nous confronter à des situations de crise, telle que celle que nous avons connue ce matin avec la crise en Crimée qui a créé une effervescence parmi les délégués. En effet, les débats autour des résolutions deviennent un peu pesants à cause des arguments trop répétitifs des différents pays.

COMMENT AS-TU CONTRIBUÉ AU DÉROULEMENT DU DÉBAT ? AS-TU PU GÉRER LA SITUATION DE CRISE ?

Je pense que j'ai bien réussi à défendre l'idéologie de mon pays dans la commission Environnement. L'autre question est un peu plus compliquée. En effet, j'ai reçu la nouvelle d'une façon inattendue : au début je pensais que cet événement avait eu lieu dans la réalité. Mais

rapidement nous avons tous compris. Ainsi, les pays alliés à la Russie, tels que l'Iran, la Syrie ou l'Inde ont proposé de réaliser un effort de guerre pour l'aider sur cette affaire. Cependant, d'autres comme l'Australie n'ont eu pour objectif que celui de rétablir la paix, et le Pakistan a proposé une intervention des Casques Bleus de l'ONU. Finalement, mon pays a voulu défendre en tous moments sa neutralité pour ne pas risquer une possible situation de conflit avec l'Ukraine ou la Russie. Ainsi, nous n'avons pas voulu d'une intervention armée de l'Organisation des Nations Unies et notre seule mesure a été de demander le repli des troupes russes.

AIMERAIS-TU PARTICIPER À NOUVEAU À CETTE MODÉLISATION L'ANNÉE PROCHAINE ?

Oui, certainement ! Comme je l'ai dit auparavant, le NUMAD est une expérience très enrichissante. Cette modélisation m'a permis d'être plus au courant de la situation actuelle du Mexique et d'autres pays. Cela m'a enrichi également au niveau culturel et m'a permis au cours de ces trois jours de rencontrer de nombreuses personnes très agréables.

Angel Alcaide

International politic affairs

Yesterday, in the committee of international political affairs was discussed a certain number of questions: first of all, the Saudi Arabia delegation has exposed its resolution, consisting in stopping any kind of spying measures. The delegates also mentioned that they projected some economic sanctions, to prevent the countries from being tempted to spy. Other countries like India or Indonesia have shown their disagreement about this resolution: the delegation of Indonesia asserted that if one country doesn't approve it, she would be able to spy freely on the others... Some time later, the same delegation added ironically that "if we want to stop two people from spying on each other, we should kill them". In front of those arguments, the Saudi Arabia delegation explained its desire to build something up with the help of every country. According to them, a resolution is something that has to be done collectively, "it's a working group".

The committee of India succeeded on its goal. In fact its resolution, consisting in creating a new international organization and eradicate every national security agency, was finally adopted. The delegation of South Korea made a pretty metaphor to illustrate it : "Those organizations are like windows, dangerous people may see through, we cannot control them. However, our new organization, will be like a door, only people who are allowed to, will be able to open it [...]"

Then suddenly, an international crisis was declared: the president of Argentina, Cristina Fernandez de Kirchner, had been affected by a cerebral disease, according to an activist group called The Anonymous Leaks who found it by hacking the United Kingdom spying agency. After a long and intense debate, the purpose of Argentina was accepted as a whole. United Kingdom will officially have to pay a fee to compensate Argentina.

Olga Pichon & Lauren Boissonnet